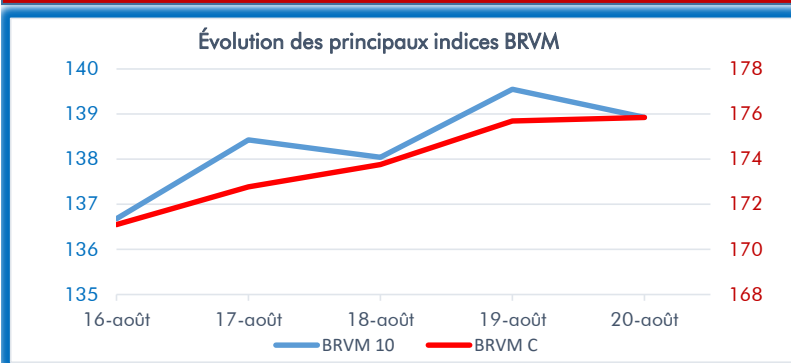


## DONNÉES DU MARCHÉ



**Plus fortes hausses** ▲

Titres	Séance du 13/08/2021	Séance du 20/08/2021	Var. en %
NEI-CEDA CI	365	510	39,7%
SOLIBRA CI	113 250	151 180	33,5%
CIE CI	1 790	2 315	29,3%
BOA CI	3 900	4 455	14,23%
BOA BURKINA	4 100	4 650	13,42%

**Évolution du marché des actions de la BRVM sur la semaine**

Indicateurs	13/08/2021	20/08/2021	Var. en %
Capitalisation boursière	5 067 379 430 976	5 227 504 405 836	▲ 3,16%
Val. échangée	1 235 195 631	2 032 742 510	▲ 64,57%
Nbre de titres échangés	654 714	880 550	▲ 34,5%
BRVM-C	170,51	175,85	▲ 3,13%
BRVM-10	136,72	138,93	▲ 1,62%

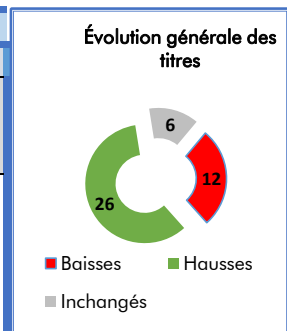
**Plus fortes baisses** ▼

Titres	Séance du 13/08/2021	Séance du 20/08/2021	Var. en %
SAFCA CI	645	510	-20,93%
SICOR CI	4 905	3 890	-20,69%
SETAO CI	695	650	-6,47%
SITAB CI	3 730	3 520	-5,63%
CFAO MOTORS CI	835	800	-4,19%

Source : brvm.org

### TOP 5 des titres les plus actifs sur la semaine

En termes de valeur		En termes de volume	
Titres	Valeurs des transactions en FCFA	Titres	Nombre de titres transigés
BOLLORE CI	384 236 255	BOLLORE CI	223 449
SONATEL	326 113 345	ETI TOGO	159 740
SITAB CI	276 746 875	SITAB CI	79 971
ONATEL BF	163 668 225	NEI-CEDA CI	56 291
SIB CI	163 458 665	SIB CI	46 639



### Marchés étrangers (Afrique)

Indices	13/08/2021	20/08/2021	Var. en %
GHANA GSE-CI	2 743,94	2 754,92	▲ 0,4%
NIGERIA NSE	39 490,06	39,48	▼ -99,9%
KENYA NSE	180,67	186,33	▲ 3,1%
TUNISIE TUNINDEX	7 282,60	7 322,92	▲ 0,6%
MAROC MASI	12 623,11	12 607,27	▼ -0,1%

### Cours des matières premières

Matières premières	20/08/2021	Var. 1 Janv
Pétrole BRENT USD/Baril	65,18	26,96%
Cacao USD/Tonne	2 567,00	-1,16%
Sucre USD/lb	19,58	28,14%
Coton USD/lb	93,90	20,43%
Caoutchouc USD/Tonne	201,00	-9,62%

Source : Bloomberg

## Semaine 34 : « l'envolée se poursuit »

Le marché a maintenu sa trajectoire haussière et continue de démontrer sa bonne dynamique depuis le début de l'année. L'indice BRVM-C s'est établi à 175,85 points contre 170,51 points la semaine précédente, soit une variation de 3,1%.

L'indice BRVM-10, affiche une nouvelle hausse cette semaine de 2,21% à 138,93 points, contre 136,72 points la semaine précédente.

La balance des variations est nettement positive avec plus de la moitié des valeurs cotées en hausse. On enregistre 26 valeurs en hausse contre 12 en baisse et 6 inchangés. Sur le plan sectoriel, le secteur de l'industrie enregistre la plus forte croissance avec une progression de 13,4% sur son indice. La plus forte régression est celle des « Autres secteurs » (-6,5 % à 802,02 points).

Concernant le TOP 5 de la semaine, nous notons en haut de l'échelle le titre **NEIC CEDA** qui a progressé de 39,7% à 510 FCFA. Le cours de l'action a bénéficié de la publication de son résultat net de l'exercice 2020 en hausse de 36,19% à 801 millions FCFA, soit le plus élevé depuis 2002.

Sur la deuxième marche du podium se hisse le titre **SOLIBRA** avec une performance de 33,5% à 151180 FCFA. Le cours continue de perforer son plafond depuis ces trois dernières années. En variation annuelle, le titre a presque doublé sa valeur avec une progression de 197%.

Dans le TOP 5 du classement se trouvent également les actions **CIEC** (+29,3% à 2315 FCFA) ; **BOA CI** (+14,23% à 4455 FCFA) et **BOA BF** (+13,42% à 4650 FCFA).

Du côté des fortes régressions, on a le titre **SAFCA** avec une baisse de 20,93% à 510 FCFA. Après avoir atteint son plus haut sommet au cours du mois précédent, les vendeurs ont maintenu la pression à la vente dans l'optique de réaliser leurs plus-values.

La deuxième place des flops 5 est occupée par le titre **SICOR CI** qui replie de 20,69% à 650 FCFA. Cette baisse se justifie par le signal à la vente, donné par plusieurs indicateurs techniques tels que le RSI et les moyennes mobiles.

Les titres **SETAO CI** (-6,47% à 650 FCFA), **SITAB CI** (-5,63% à 3520 FCFA) et **CFAO** (-4,19%) ferment la marche du podium

**GHANA** : Le pays a annoncé vouloir se doter d'une devise numérique. La banque centrale du Ghana à l'initiative du projet veut y associer les institutions financières, les plateformes de paiement en ligne, les commerçants et les consommateurs afin de tester à la fois l'acceptabilité par le grand public du **e-cedi** ainsi que ses répercussions sur le système monétaire local.

Selon Maxwell Opoku-Afari, premier vice-gouverneur de la Banque du Ghana cette monnaie électronique sera lancée d'ici septembre.

L'avantage d'une **e-devise** est de permettre l'inclusion financière de ceux qui n'ont pas de compte bancaire, mais aussi de fluidifier les transferts d'argent, qui peuvent s'effectuer en temps réel et sans frais de rémittence.

Pour les consommateurs ghanéens, la monnaie électronique présentera donc des avantages certains. Mais elle sera calquée sur la devise officielle dont elle suivra fidèlement les évolutions de cours à la hausse comme à la baisse.

**Burkina Faso** : le solde budgétaire affiche un déficit de 299,8 milliards FCFA en mai 2021. Soit une détérioration de 13,5% en rythme annuel. Cette détérioration s'explique par la hausse plus importante des dépenses totales à fin mai 2021.

Les **dépenses** sont ressorties à 1032,7 milliards FCFA, portée par les dépenses en capital et les dépenses courantes qui ont respectivement connu une progression de 22% et 11,3% sur la période.

Les **recettes totales** ont également enregistré une amélioration, en s'établissant à 732,9 milliards FCFA sur les 5 premiers mois de l'année 2021. Sur la période, les recettes fiscales sont ressorties à 660 milliards FCFA contre 545,2 milliards FCFA à fin mai 2020, soit une embellie de 21%. Les recettes non fiscales ont quant à elles affiché une baisse de 23,5% à 72,9 milliards FCFA à fin mai.

En rappel, le budget ajusté de l'État du Burkina au titre de l'année 2021 s'équilibre en ressources à 2 129 milliards et en dépenses à 2669,8 milliards FCFA, pour un déficit de 540 milliards FCFA, représentant près de 5,6% du PIB, largement supérieur à la norme communautaire de 3%. Il faut souligner que ce déficit a été principalement financé sur le marché monétaire de l'UMOA où le pays a emprunté au total 566,4 milliards FCFA sur les six premiers mois de l'année 2021.

**La finance islamique valorisée à 3700 milliards \$ en 2024 : une opportunité pour l’Afrique**

La difficulté pour l’Afrique d’accéder aux marchés financiers classiques constitue une opportunité de croissance pour la finance islamique sur le continent. Le secteur croît rapidement dans le monde, mais avec ses 53% de musulmans, l’Afrique peine à en tirer profit.

Les actifs de la finance islamique pourraient atteindre 3700 milliards \$ d’ici 2024, apprend-on d’une estimation faite par la Société islamique de financement du développement et Refinitiv, la branche du groupe *Reuters* spécialisée dans les données.

Déjà à fin 2019, la valeur globale de ces actifs gouvernés par les lois économiques de la religion musulmane atteignait 2875 milliards \$, dont 69 % concentrés dans le cadre du secteur bancaire.

Sur la période allant de 2012 à 2019, les actifs financiers islamiques ont bondi de 63,25%. Après les banques, les éléments qui comptent dans le secteur sont les obligations (titres d’emprunts) émises selon les règles islamiques.

Elles absorbent 16% du total des actifs. Mais il existe une opportunité de croissance en matière de fonds d’investissement islamique. Ils ne pèsent que pour 5% de l’actif global de 140 milliards \$. Le secteur du takaful (assurance islamique) est le petit dernier, avec une part de 3% pour seulement 51 milliards \$ d’actifs.

À fin 2019, on retrouvait les activités de finance islamique dans une cinquantaine de pays particulièrement du Moyen-Orient et d’Afrique, où existe une régulation sur les produits financiers qui y sont conformes. Le secteur est de plus en plus couvert dans les médias. Près de 13 000 actualités parlant de finance islamique ont été recensées en 2019.

Ce développement peut être perçu comme une opportunité pour l’Afrique qui peine à canaliser suffisamment de ressources financières sur les marchés financiers occidentaux ou asiatiques. Selon la firme de conseil juridique White & Case, le continent noir est prédisposé à accueillir ce modèle de financement.

« L’Afrique, en particulier, est une région dans laquelle la finance islamique pourrait et en fait, devrait prospérer. Le continent compte une population musulmane d’environ 636 millions, soit près de 53% des Africains », a-t-elle fait remarquer dans une analyse effectuée en septembre 2018.

Cependant, la marge de croissance demeure importante. « La banque islamique a peu progressé en Afrique malgré l’importante population musulmane du continent. L’Afrique subsaharienne compte environ 16% de la population musulmane mondiale, mais ses actifs bancaires conformes à la charia ne représentent qu’environ 1% des actifs bancaires islamiques mondiaux » a fait remarquer l’agence de notation Moody’s, dans un rapport publié le 2 novembre 2020.

Parmi les défis de la finance islamique en Afrique, on retrouve de faibles niveaux d’inclusion bancaire, une faible sensibilisation du public, une épargne intérieure limitée et - jusqu’à récemment - une faible attention des gouvernements.

Mais les choses changent toujours, selon Moody’s. Dans des pays comme le Sénégal, le Maroc, le Soudan, le Nigeria, l’Égypte ou encore l’Afrique du Sud, une population fortement islamisée constitue une niche de croissance.

Source : Agence Ecofin

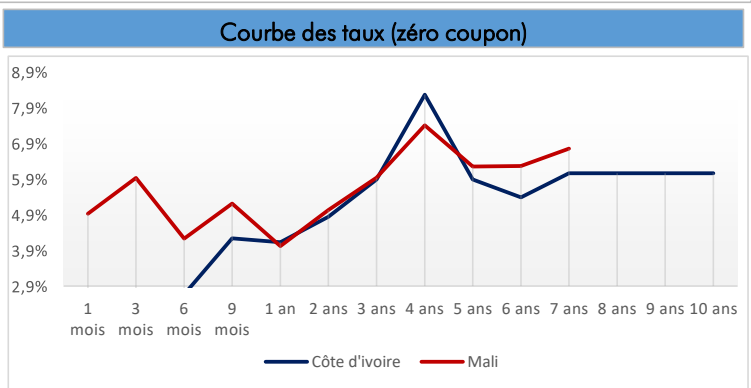
**OPPORTUNITÉS DU MARCHÉ**

**Marché monétaire (opérations du marché d’adjudication de la BCEAO pour la semaine à venir)**

- le 24-08-2021 : Émissions simultanées d’un BAT et de deux OAT de Côte d’Ivoire sur 3 mois, 3 ans et 5 ans pour un montant total de 60 milliards FCFA.
- le 25-08-2021 : Émissions simultanées de deux OAT du Mali sur 3 ans et 5 ans pour un montant de 30 milliards FCFA.

Tableau récapitulatif des taux des émetteurs du Marché des Titres Publics (Taux zéro coupon)

Maturité	Benin	Burkina Faso	Côte d’Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo
1 mois			1,9%		4,9%	5,3%		
3 mois	5,97%	4,1%	2,6%	4,0%	5,9%	5,3%	5,8%	6,3%
6 mois	5,33%	3,6%	2,7%	3,6%	4,2%	4,4%	3,0%	4,3%
9 mois	5,52%	4,0%	4,2%	6,0%	5,2%	3,8%	5,4%	5,1%
1 an	5,32%	3,9%	4,1%	5,8%	4,0%	3,7%	5,2%	5,2%
2 ans	4,78%	5,3%	4,8%	6,1%	5,0%	5,2%	5,4%	11,2%
3 ans	5,94%	6,2%	5,9%	6,2%	5,9%	6,2%	5,6%	5,9%
4 ans	7,86%	6,7%	8,3%	6,4%	7,4%	8,4%	6,6%	7,2%
5 ans	6,05%	6,2%	5,9%	6,4%	6,2%	6,5%	5,8%	6,2%
6 ans	6,23%	7,8%	5,4%		6,3%	7,7%	6,3%	7,4%
7 ans	6,28%	6,4%	6,1%		6,7%	6,5%	6,0%	6,4%
8 ans	6,61%		6,1%					
9 ans	6,79%		6,1%					
10 ans	6,89%		6,1%					



**COMMENT SONT FIXES LES COURS DE BOURSE ?**

Jusqu'en 1987, les acheteurs et vendeurs du marché boursier se réunissaient physiquement dans les grandes places boursières pour échanger leurs titres boursiers, mais aujourd'hui, un nouveau système informatisé a remplacé les agents de change. Ce sont donc désormais des terminaux informatiques qui prennent en charge les ordres de vente et d'achat. C'est ce qu'on appelle la Cotation Assistée en Continu ou CAC.

Aujourd'hui, ce système est utilisé par toutes les places financières, ce qui permet de centraliser l'information sur de puissants ordinateurs et de délivrer la même information au même moment à travers le monde.

**Définition de la cotation**

La cotation représente l'établissement du cours d'une valeur (action, obligation) résultant de la confrontation des meilleures offres de vente et des meilleures offres d'achat.

**Les différentes méthodes de cotation**

Il existe essentiellement deux méthodes de cotation

**1. La cotation au fixing**

Le terme « fixing » correspond d'abord aux marchés financiers dont les valeurs ne sont pas cotées en continu pendant la journée de bourse. Le but est de permettre un échange donnant lieu à un prix 1 ou 2 fois par jour (à heure fixe).

Ce fixing correspond à une méthode de calcul du cours des titres :

- après une phase durant laquelle les ordres s'empilent dans le système de négociation du Trader sans qu'aucune transaction n'intervienne, l'informatique de marché procède à la comparaison des cumuls ;
- pour chaque limite inscrite, le système additionne les quantités cumulées dans la colonne « achat » et dans la colonne « vente ».

Le système compare ensuite les cumuls de chaque colonne pour établir la limite autorisant l'échange du plus grand nombre de titres. Ce fixing devient le cours de la valeur. Tous les titres compris dans le cumul sont immédiatement échangés à ce prix.

**2. La cotation en continu**

À la différence de la méthode précédente, les ordres concernant ces titres peuvent s'exécuter en continu pendant les heures de négociation.

Le système confronte les ordres d'achats et de ventes en les triant par ordre de prix et d'historique, et détermine un prix qui permet à un maximum d'ordres d'être exécutés.

À noter que les ordres d'achat sont classés par ordre décroissant en fonction des prix et les ordres de vente par ordre croissant en fonction des prix.

À tout moment, le prix ou cours de la valeur est donc le cours auquel le dernier échange est effectué. Si l'exécution ne peut avoir lieu immédiatement (par manque d'ordres disponibles en contrepartie), les ordres sont enregistrés dans le carnet d'ordres et exécutés dès que possible.

Depuis le 16 septembre 2013, la Bourse Régionale a abandonné la méthode de cotation au fixing pour celle en continu.

Exemple simplifié de cotation d'une action en continu

Imaginons que pour un titre donné nous ayons la configuration suivante :

- 10 vendeurs souhaitent vendre 15 actions à 101 FCFA minimum
- 8 vendeurs souhaitent vendre 10 actions à 103 FCFA minimum
- 9 acheteurs sont prêts à acheter 10 actions à 102 FCFA maximum
- 5 acheteurs sont prêts à acheter 5 actions à 104 FCFA maximum

Dans ce cas précis, l'action sera vendue à 101 FCFA. De cette manière, 15 actions seront vendues. Si le prix fixé était de 103 FCFA, seules 10 actions auraient pu être vendues.

**CORIS BOURSE**  
10 ans de dynamisme  
au service des économies de l'UEMOA

BURKINÀ FASO : +226 25 33 14 85 | CÔTE D'IVOIRE : +225 20 30 75 13 | MALI : +223 20 70 59 00 | TOGO : +228 22 20 82 82

**Avertissement:**  
Les informations contenues dans le présent document sont fournies à titre indicatif et ne pourraient être considérées comme une incitation d'investissement. Elles ont été obtenues de sources considérées fiables mais ne peuvent pas être garanties quant à leur précision par notre SGI. Par conséquent, nous nous désengageons de toute responsabilité quant à l'inexactitude ou omission de certaines données.

